

Des choix économiques désastreux à combattre !

Le 2^{ème} tour de la présidentielle avec les candidats restant en lice aura pour issue des choix et orientations économiques qui seront dévastateurs pour notre modèle de société.

Concernant le projet économique du FN et sa candidate, celui-ci est habillé de quelques propositions populaires avec notamment un retour à la retraite à 60 ans mais qui sur le fond vise encore et avant tout à protéger ceux qui possèdent déjà tout en stigmatisant l'étranger et faisant de la « préférence nationale » un nouveau pilier constitutionnel. C'est pour Marine LE PEN le maintien des cadeaux aux entreprises avec la baisse des « charges sociales », la défiscalisation des heures supplémentaires... Et bien évidemment la sortie de l'Euro comme point d'orgue, en inscrivant la France dans un « patriotisme économique » aussi hasardeux que miraculeux. Ce projet est pour le SNEP-FSU rédhitoire non seulement du point de vue du sens économique mais surtout vis-à-vis des mesures discriminatoires inacceptables sur lesquelles il s'appuie. Il est bien évident que la place de l'écologie et du développement durable dans le modèle porté par cette candidate n'est pas une priorité, elle est inexistante à l'image de son pendant TRUMP aux Etats-Unis.

Pour ce qui concerne le projet économique d'Emmanuel Macron candidat d'En Marche !, celui-ci s'inscrit pleinement dans le droit fil de la politique menée précédemment. C'est un libéralisme débridé assumé qui entend « libérer l'économie et l'esprit d'entreprise »... en poursuivant les mêmes recettes qu'il a porté en tant que conseiller et ministre de François Hollande. Le candidat Macron n'entend donc pas changer d'orientation, mais souhaite la renforcer et aller plus loin : exonération des revenus du capital pour l'ISF, 120 000 suppressions de fonctionnaires dont 50 000 à la FPE et le reste à la FPT, libéralisation de la protection sociale, augmentation de la CSG, défiscalisation des heures supplémentaires, ... programme est marqué du sceau de l'individualisation, de la sacrosainte « autonomie ». Il a comme premier objectif d'assouplir la négociation en renvoyant les discussions et décisions au plus près des salarié-es dans l'entreprise, en diminuant le poids de la représentativité syndicale : une loi « El Komhri ++ ». Ce modèle, nous en connaissons déjà le résultat : augmentation des richesses d'une minorité et précarité, flexibilité, pauvreté pour les travailleurs et travailleuses, les privé-es d'emploi, les retraité-es.

Bien évidemment, nous ne pouvons nous satisfaire de tels projets, celui du FN en premier lieu car c'est un projet économique qui

accentuera les inégalités et par ce qu'il porte une « préférence nationale » au relent de la France de Vichy. Ainsi, pas une seule voix ne doit se porter sur cette candidature. Avec l'arrivée de Macron à la présidence, au regard de son projet, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour mesurer que ce projet économique impactera nos vies personnelles et professionnelles. Cela exigera de nous, encore et à nouveau, de croiser le fer et nous mobiliser face aux dégradations à venir et à défendre notre modèle social pour plus de justice et de solidarité. En attendant, le vote aux législatives aura une importance particulière pour organiser un contre-pouvoir et élire à l'assemblée nationale des député-es qui défendent les valeurs et orientations que nous portons. ■

polo.lemonnier@snefsu.net



Le sport invisible... mais pourtant vivant !

La campagne présidentielle a laissé dans l'ombre les questions sportives. Pas un mot grand public alors que 35 millions s'y adonnent à leur rythme et que de nombreux (télé)spectateurs-rices suivent plus ou moins passionnément leurs rendez-vous. Nous avons eu des campagnes plus généreuses.

Des éléments recueillis dans les productions¹ des postulant.es : aucun bouleversement. Le sport santé et le sport cohésion sociale ont toujours leurs faveurs, l'école aussi - et obligatoirement - avec de vieilles tentations de faire rentrer massivement les clubs dans l'école au nom de la culture sportive (Fillon, Macron). Les équipements bien sûr, sans grands engagements, le sport pour tous, passage obligé, regard énamouré vers les bénévoles, des hésitations sur le rôle des fédérations, quelques cadrages sur le sport professionnel. Un ministère à part ? L'histoire à expérimenté de très nombreuses solutions sans qu'aucune n'ait prouvé son intérêt tant celui-ci dépend de la volonté politique. Budget ? Aucun engagement. CNDS ? On poursuit. Pourtant la Cour des Comptes a fait des propositions, comme d'autres rapports. Il est beaucoup lorgné vers les entreprises. Rien sur un ministère et ses personnels, démembré par les réformes successives. Enfin, la formation des cadres est peu évoquée.

Le sport est rendu invisible sans que quiconque, à l'exception du SNEP-FSU, ne s'en émeuve. Le CNOSF, affairé à son dispositif interne d'élection présidentielle, est resté muet. C'est regrettable et peut-être indicatif de son état d'unité interne. Ses trois candidat.es portent une même vision du sport, leur programme est similaire, très faible sur les questions démocratiques d'accès de tous-tes aux pratiques, sur la démocratie interne, sur le financement et le rapport aux structures publiques, sur une vision des pratiques sportives hors structures associatives sportives, en clair une tour d'ivoire résistante à des assauts de « consommateurs », « individualistes » imperméables aux efforts du monde sportif fédéralisé.

Le sport pour tous contre le sport industriel ? Le sport a besoin de débats, d'urgence, et un Conseil National du Sport (CNS) rénové devrait en être un des acteurs avec ce que le mouvement sportif et les structures administratives et territoriales sont capables d'impulser. Il faut rêver ! ■

jean.lafontan@snefsu.net

¹ Il n'y a guère que Mélenchon qui a produit un livret complet